

Où est l'argent?

(Par Fanta Wolde Michael)

Les deux dernières décennies ont connu une croissance spectaculaire de la microfinance en Afrique. Ce qui a motivé une telle évolution est le fait que les banques commerciales soient restées fermées aux petits entrepreneurs ruraux et urbains qui ne peuvent pas fournir les garanties matérielles nécessaires. L'objectif des banques est de retirer des gains rapides et importants de l'investissement dans les secteurs commerciaux et industriels lucratifs ayant suffisamment d'infrastructure et des possibilités de communication fiables. Donc, pour soutenir l'économie locale qui constitue une part importante de la richesse nationale par la création d'activités génératrices de revenu, il est nécessaire de chercher d'autres solutions. Un autre facteur qui a motivé la prolifération des institutions de microfinance est la nécessité de réduire la pauvreté qui ne cesse de s'accroître sur le continent. Ainsi, les acteurs du développement considèrent généralement la microfinance comme un outil approprié de la lutte contre la pauvreté comme énoncé en détail dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et dans les Stratégies de Réduction de la pauvreté. Toutes ces bonnes intentions méritent d'être applaudies. Mais nous ne pouvons pas éviter de poser quelques questions précises par rapport à ces nobles initiatives.

A maintes reprises des sources nationales et internationales fiables ont attiré notre attention sur la croissance démographique rapide du continent. Les mêmes sources indiquent que généralement plus de soixante-quinze pour cent de la population en Afrique est rurale et végète dans une pauvreté profondément enracinée, caractérisée par une agriculture vieillissante, l'insécurité alimentaire et par un développement favorisant le milieu urbain en termes d'infrastructure. L'agriculture africaine vieillit parce qu'elle reste une entreprise de cultivateurs illettrés utilisant très peu de technologie pour accroître la production, elle est incapable de nourrir sa population croissante et de fournir un excédent pour le marché. La population rurale produit les denrées alimentaires, mais paradoxalement elle est elle-même en train de s'affamer.

La majorité de la population africaine est jeune, mais les jeunes fuient les zones rurales vers «les ciels plus cléments» des centres urbains souvent avec une grande déception, en augmentant les problèmes sociaux et contribuant à gonfler les rangs des habitants de bidons villes. Les élites d'origine rurale, instruites grâce aux ressources du milieu rural ne retournent jamais aux villages et n'apportent pas non plus d'argent à leur lieu de naissance qui est souvent marqué sur leurs pièces d'identité. Il y a toujours eu une constante extraction de ressources de l'Afrique rurale sous forme d'imposition et d'autres contributions sans retour équivalent de ressources. Il y a lieu de repenser la façon de créer de meilleurs créneaux dans les villages. Quand nous parlons des ruraux nous faisons également allusion aux pasteurs nomades dont l'économie repose sur l'élevage, les produits d'élevage et la transhumance. Dans ce cas, ce n'est pas l'argent qui est compté, mais ce sont les têtes de bétail. Nous devons aussi parler de l'entreprenariat rural qui produit et commercialise des biens de consommation et de production. Les différentes activités économiques rurales se renforcent mutuellement et créent une cohésion économique et sociale puis une capacité d'adaptation de la population rurale.

Aujourd'hui il y a un nouveau langage parmi les praticiens de microfinance. Il s'agit de la finance inclusive et ceux qui sont engagés dans le domaine social débattent de l'élargissement de la population desservie, atteignant de plus en plus les pauvres, les femmes, les jeunes et les handicapés. Le réseau MAIN a plus de 90 membres dans tout le continent africain. Tous ont signalé le manque de fonds de crédit pour une demande sans cesse croissante de prêts et souvent de montants plus importants. Chacun parle de la vulnérabilité rurale et de la pauvreté. Malheureusement, la population rurale a très peu ou pas de possibilités de constituer seul son propre fonds pour son propre développement étant donné que ses possibilités d'accumulation

A l'intérieur de ce numéro:

<i>Editorial: Où est l'argent?</i>	1
<i>Nouvelles des membres et des partenaires</i>	2
<i>MAIN une famille qui ne cesse de s'agrandir</i>	3
<i>MAIN s'étend dans le monde</i>	3- 4
<i>Retours de l'information sur le renforcement de capacité: ce que disent</i>	4-5
<i>Visite aux membres</i>	5
<i>Calendrier des événements</i>	6



Parallèlement à l'expansion de la microfinance, il y a un boom du secteur bancaire en Afrique. De nouvelles banques apparaissent tandis que les anciennes se développent agressivement. Tant les banques publiques que les banques commerciales privées font fièrement état de leur surliquidité. Donc, ce serait insensé de dire qu'il n'y a pas d'argent en Afrique. Ce qui manque c'est la capacité de concevoir une facilité financière appropriée bien de chez soi et un environnement juridique propice à de telles initiatives. D'autre part il y a de multiples expériences réussies dans le reste du monde et la possibilité d'alimenter n'importe quelle initiative et de partenariat en Afrique. En outre, dans le cadre du nouvel ordre économique, des privatisations en masse d'entreprises publiques est en train d'avoir cours en Afrique. Il y a des pays qui ont affecté une partie des recettes à la promotion de l'entrepreneuriat rural et urbain.

Pour conclure, le message que MAINnews se propose de faire passer est qu'étant donné qu'il existe une volonté de prendre le problème de la pauvreté et particulièrement celui de la pauvreté rurale au sérieux, il existe un moyen. La solution est la création d'un fonds de développement rural pour financer l'ensemble de la chaîne des valeurs du développement rural. Cela peut être réalisé en mettant en commun les ressources des élites nationales, de la Diaspora africaine, des gouvernements, des partenaires internationaux et bien sûr de la population rurale elle-même. La finance inclusive peut venir de l'engagement inclusif ou participatif parce que le développement d'un pays est essentiellement la préoccupation de ses citoyens. Chacun sait que c'est moins cher que les guerres fratricides qui sont en train de sévir de part et d'autre du continent, et dans ce premier cas chaque acteur est gagnant.

Nouvelles des membres et des partenaires

Conférence annuelle de l'AEMFI

L'association éthiopienne des institutions de microfinance (AEMFI) est un des membres actifs de MAIN. Au-delà de cela, MAIN et AEMFI ont développé un partenariat fondé sur le partage des coûts en matière de renforcement de capacité des praticiens de la microfinance en Afrique orientale. Dans le cadre de ce mécanisme, plusieurs sessions de formation ont été organisées en Éthiopie depuis 2006 regroupant les membres du MAIN d'Éthiopie, du Kenya, d'Ouganda et du Rwanda. Il faut aussi noter que les deux ont permis le lancement de la «Revue africaine de microfinance» et ont conjointement organisé une conférence internationale sur le financement rurale à Addis-Abeba en 2002. L'Éthiopie compte 30 institutions de microfinance. Au moins un tiers de ces institutions sont des membres très actifs du MAIN.

La conférence annuelle de l'AEMFI a eu lieu à Dire Dawa à l'Est de l'Éthiopie en mars 2009. MAIN a été représenté à cette conférence par son directeur exécutif. Cette conférence a vu la participation du FIDA (Fonds international de développement agricole), de la Banque mondiale et de l'Organisation internationale du travail (l'OIT). La conférence a porté sur les défis et les opportunités de développement de la microfinance en Éthiopie. Comme défi il faut noter le manque de fonds pour l'octroi de prêts, les questions de réglementation et de supervision, la fréquence de la prestation de services. Les opportunités qui ont été présentées à l'auditoire sont : une forte demande des services de microfinance, le développement de l'infrastructure dans le pays, l'intérêt croissant des investisseurs sociaux et du secteur privé pour l'industrie de la microfinance, etc. En outre, la conférence a pris acte de la vision de l'AEMFI de faire avancer la microfinance d'un pas au moyen d'une «Feuille de Route pour constituer des finances inclusives en Éthiopie» entre 2011 et 2015.

Nairobi a accueilli le Sommet de Microcrédit d'Afrique et du Moyen-Orient.

Le Sommet de Microcrédit d'Afrique et du Moyen-Orient «s'est engagé à mettre fin à la pauvreté» et a eu lieu à Nairobi au Kenya entre le 7 et le 10 avril. A ce sommet, qui a vu la participation de plus de 1700 personnes, MAIN a été représenté par son directeur exécutif qui a rencontré plusieurs de ses membres d'Afrique. Le Sommet mondial de Microcrédit est dirigé par des personnalités emblématiques comme le lauréat du prix Nobel, le Professeur Mohamed Yunus, qui est au milieu de sa deuxième phase de campagne. Pour cette phase il a adopté deux grands objectifs. Le premier doit s'assurer que 175 millions des familles les plus pauvres, en particulier les femmes de ces familles ont accès au crédit leur permettant de s'établir à leur compte et à d'autres services financiers et commerciaux. Deuxièmement la campagne s'attelle à garantir que 100 millions des familles les plus pauvres du monde vivent avec plus d'un dollar E.U par jour. En vue d'atteindre cet objectif si ambitieux à l'horizon 2015, le récent sommet de Nairobi a traité d'un certain nombre de questions comme les programmes de la jeunesse, la technologie de l'information, le cadre réglementaire, la transparence et la protection du consommateur, la microfinance dans des zones rurales, arides et semi arides, la performance sociale, la micro assurance, la microfinance dans les pays en situation post conflit ou post catastrophe, etc. <http://www.microcreditsummit.org>



ENDA-Inter Arab a célébré son 20ème anniversaire.

ENDA-IA est une filiale de l'Action pour le Développement Environnemental (ENDA International) basée à Dakar au Sénégal avec des filiales régionales en Asie, en Amérique Latine et en Afrique. Ce qui distingue ENDA-IA basée à Tunis aux autres filiales d'ENDA est son choix stratégique de travailler sur la microfinance. Son 20ème anniversaire a été célébré les 13 et 14 mai avec un débat majeur sur le thème: «la Microfinance : Quel environnement institutionnel ?». L'objectif était de transmettre un message fort aux autorités régulatrices et de supervision sur le besoin d'un cadre réglementaire qui soit en harmonie avec les besoins de l'industrie de la microfinance. L'atelier a été suivi par une exposition d'objets fabriqués par des entrepreneurs avec le financement d'ENDA-IA. Les chiffres parlent pour ENDA-IA ; au 30 avril 2010, elle a octroyé 614 000 prêts, pour un total de 206 000 clients, avec une forte concentration de femmes (73 %) et une pénétration rurale de 33 %, par le biais de 57 agences et avec un personnel de 750 comme ressource humaine. La Tunisie est parmi le peu de pays africains jouissant d'une économie dynamique ; mais il est estimé qu'un dixième de ses 10 millions d'habitants vivent toujours en dessous du seuil de la pauvreté. Dans une telle situation ENDA-IA apporte une contribution importante à la promotion de l'économie locale. ENDA-IA est parmi le peu de membres de MAIN d'Afrique du Nord. Sur invitation d'ENDA-IA, MAIN a été représenté à cette cérémonie par M. Christian Weeger, qui est son chargé de liaison pour l'Europe.

MAIN, une famille qui ne cesse de s'agrandir

En Afrique, on dit souvent qu'une grande famille est un atout parce que la famille crée sa richesse par le travail de ses membres. Cela implique que chacun a l'obligation de participer activement au maintien de l'économie familiale. Autrement dit, cela signifie que la contribution d'une minorité ne sera pas suffisante pour nourrir la famille et créer de la richesse. Un réseau ou une association est comme une famille.

MAIN est l'un des plus grands réseaux de microfinance en Afrique en termes d'adhésion et de couverture géographique. Mais depuis 2005 le conseil d'administration en prenant ses décisions aux termes du nouveau règlement intérieur, maintient une stratégie de tolérance zéro à l'égard des institutions qui manquent à leurs obligations vis-à-vis du réseau. C'est la raison pour laquelle plusieurs membres ont été exclus pendant ces deux dernières années. Ce qui a fait baisser le nombre de membres de 6.4 % en 2008 à 88 membres contre 94 en 2007 pour augmenter à nouveau de 2.4 % en 2009. Avec ECLOF (Côte d'Ivoire) et HEKIMA (RDC) qui sont entré dans le réseau à la fin de 2009, le nombre de membres a atteint les 90. Du point de vue géographique, l'adhésion s'étend sur tout le continent africain et au-delà, mais avec une forte concentration de membres dans les pays comme l'Éthiopie, le Togo, la RDC, le Rwanda, le Burundi, le Cameroun, l'Ouganda, Madagascar, le Mali et la Côte d'Ivoire.

En termes de catégorie, les institutions de microfinance dominent suivies d'ONG qui offrent des services d'épargne et de crédit, de coopératives financières, de réseaux, de banques et des mutuelles. Une telle diversité offre la possibilité d'apprendre plus des différentes expériences. Mais c'est aussi un défi pour le MAIN car l'éventail des attentes varie également. Tout en s'efforçant de répondre à ces multiples attentes, MAIN tient à souligner que sa propre force dépend de la participation et des activités de ses membres parce que le réseau leur appartient. Ce qui ne peut être réalisé non seulement en participant au programme de renforcement de capacité organisé par le MAIN, mais aussi en s'acquittant des cotisations annuelles qui rend légitime cette participation et en partageant des informations sur l'innovation, les expériences réussies ainsi que les défis et les opportunités.

MAIN, s'étend dans le monde entier

La microfinance est devenue une des stratégies mondiales de réduction de la pauvreté dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et des Stratégies de Réduction de la pauvreté adoptées à l'échelle mondiale. Outre cela, les praticiens de la microfinance au niveau mondial sont de plus en plus concernés par la promotion du bottom line (la autonome financière, la performance sociale et environnementale) et par le risque de la dérive de la mission. Conscient de l'importance de ces questions, MAIN avait déjà lancé un processus d'étude depuis 2000 où il avait organisé une conférence internationale sur «les leviers de la pérennité» à Antananarivo où des questions financières, sociales et environnementales ont été débattues. Aujourd'hui il faut noter avec satisfaction que l'importance du maintien du «bottom line» est adoptée par un bon nombre d'institutions et de réseaux au niveau mondial.

Actuellement il y a de multiples efforts et initiatives qui sont entrés en jeu demandant, entre autres, un meilleur partage d'informations, des règlements et des politiques appropriés mais aussi la transparence, la protection des clients et l'évaluation de l'impact. Il y a aussi une meilleure compréhension de la consultation et de la coordination pour mieux aborder ces questions.



C'est la raison pour laquelle le partenariat et le travail en réseau sont devenus pertinents. C'est pour cette raison que MAIN s'associe à un certain nombre d'organisations internationales. Depuis 2007, MAIN est membre d'INAISE (l'Association Internationale des Investisseurs dans l'Économie Sociale) basée à Bruxelles. A l'origine INAISE était une association d'organisations nord-américaines et européennes. Dès qu'elle a décidé d'ouvrir l'adhésion à d'autres continents, MAIN a saisi l'occasion. Au cours des deux dernières années, INAISE se concentre plus sur les problèmes de crises financières et environnementales. Ces questions dominent toujours le débat. <http://www.inaise.org>

En même temps des consultations ont continué tout au long de 2008 et 2009 entre CORDAID (l'Organisation Catholique de Secours et d'Aide au Développement) et certains de ses associés d'Asie et d'Afrique sur le besoin de mettre en place un mécanisme d'assistance technique aux institutions de microfinance à orientation sociale. Le processus a atteint son apogée en 2009 avec la création d'une «Facilité d'Assistance technique à la Microfinance sociale» autonome avec le financement de CORDAID, mais aussi d'autres investisseurs sociaux hollandais et européens. Avec ses pairs de l'Asie et de l'Afrique, MAIN a été l'initiateur de l'ouverture de la facilité situé à Breda, au Pays-Bas : <http://www.socialmicrofinance.org>

Depuis 2003, MAIN a été impliqué par le biais de CERISE et de ses associés européens dans la promotion de la performance sociale parmi ses membres. Ensuite, à partir de 2004 et presque chaque année, il organise des ateliers de formation pour sensibiliser les membres sur cette thématique. Il s'est aussi efforcé de produire un manuel qui est actuellement distribué aux membres. Beaucoup de ses membres ont intégré la dimension de la performance sociale dans leurs systèmes d'exploitation. Toutefois, vue l'évolution des efforts mondiaux dans ce secteur et reconnaissant que sa propre initiative doit être intégrée dans le cadre mondial, MAIN a décidé d'adhérer à un plus grand mouvement mondial. Actuellement, MAIN est membre du «Groupe de travail sur la Performance sociale» dénommé «Social Performance Task Force (SPTF)» et son directeur exécutif est membre du Comité de pilotage de ce dernier. SPTF est composé de plus de 350 parties prenantes dont des donateurs, des investisseurs, des IMF, des banques, des réseaux nationaux et régionaux, des organisations d'appui, des agences de notation, des cabinets d'audit et des services d'information. Sa mission est «de travailler avec des parties prenantes de la microfinance pour développer, diffuser et promouvoir les normes et les bonnes pratiques aux fins de la gestion de la performance sociale et de la communication des informations (rapports)» : <http://www.sptf.info>

Il va sans dire que la microfinance vise principalement des micro entrepreneurs ruraux et urbains pour qui les banques commerciales n'ont pas pu concevoir des services financiers appropriés. Nous savons aussi que les micro entreprises constituent une part importante de la richesse nationale dans n'importe quel pays. Le réseau SEEP «Small Enterprise Education and Promotion» fondé en 1985 et ayant son siège à Washington DC est une association de plus de 70 ONG internationales et d'associations de microfinance qui soutiennent la microfinance et le développement des micro entreprises. Après la participation à la conférence annuelle de SEEP en novembre 2009, MAIN a soumis sa demande d'adhésion à ce réseau. Depuis mai 2010, MAIN est membre du réseau SEEP : <http://www.seepnetwork.org>

Le but du travail en réseau et du partenariat à l'échelle mondiale est de partager des informations, des connaissances et des ressources, mais aussi de promouvoir les meilleures pratiques et de présenter un front uni pour la promotion de la microfinance et de la micro entreprise.

Retour de l'information sur le renforcement des capacités, ce que disent les participants.

En considérant la complexité des questions liées à l'émergence, la croissance et la durabilité de l'industrie de la microfinance, le renforcement de capacité est devenu partie intégrante du secteur. Pour MAIN, cela a toujours été un objectif principal. Après chaque session de formation, les participants nous donnent leurs impressions. Malheureusement, l'espace ne nous permettra pas d'inscrire ici tout ce qui a été dit mais MAINnews partagera continuellement avec ses lecteurs des extraits de certaines de ces notes.

- En juillet 2009, une session de formation a été organisée à Abidjan sur la gouvernance et les participants nous ont fait part de leurs attentes :

Nous sommes venus ici pour comprendre la notion et le champ d'horizon de la gouvernance, connaître les rôles des différents acteurs au sein d'une IMF et améliorer la gouvernance au niveau de nos institutions.

Nous partons d'ici avec une notion claire de la genèse de la gouvernance, sur ses principes et son champ d'application tout en approfondissant notre connaissance sur les rôles et les responsabilités des différents acteurs et l'importance d'une bonne gouvernance dans nos institutions.



En décembre 2009, une session de formation a été organisée à Awassa-Ethiopie sur les stratégies de marketing. A l'ouverture de la session, il a été demandé aux participants combien avait une idée de ce que sait qu'une stratégie de marketing. La réponse collective des 25 participants à cette question était surprenante «PERSONNE».

Alors ils ont exprimé leurs attentes en ces termes : comment faire face au marché concurrentiel, acquérir les connaissances qui peuvent être appliquées à leurs institutions.

Après une semaine de travail nous partons d'ici avec l'idée selon laquelle le marketing est tout pour une institution, sans le marketing il serait difficile de connaître une croissance, on pourrait à peine survivre mais on ne peut pas prospérer, le marketing est ce qui assurera l'expansion et la durabilité. Ce n'est pas juste le taux d'intérêt qui attire les gens, mais aussi l'image, un service clientèle professionnel sont des choses qui nous aideront à conserver nos clients.

Visites aux membres

Bujumbura : En 2007 RIM- Burundi a accueilli un atelier de formation important sur la performance sociale organisé par MAIN. C'est en vue de renforcer ce partenariat que le directeur exécutif a effectué une visite de travail en février 2010. Pendant ces deux jours de visite, le directeur exécutif du MAIN et le Secrétaire général de RIM- Burundi ont discuté des possibilités d'organiser quelques événements à Bujumbura entre 2010 et 2011. Cela comprend l'initiative prise par MAIN et la SIDI pour organiser une formation des formateurs dans la région des grands lacs et une autre sur les stratégies de marketing dans la sous région.

Abidjan : Durant le mois de mars, le directeur exécutif et le responsable des programmes ont visité les membres du réseau en Côte-d'Ivoire. FIDI est un des membres fondateurs de MAIN. Actuellement il est en train d'élaborer une nouvelle stratégie de promotion de l'entrepreneuriat culturel. L'année dernière l'atelier sur la gouvernance des IMF à Abidjan a été co-organisé avec INADES-FORMATION. La discussion avec FIDI et INADES-FORMATION a porté sur les possibilités de collaboration future mais aussi sur le développement institutionnel du MAIN. Outre cela, une visite a été aussi faite au bureau régional d'OIKOCREDIT pour trouver des moyens de collaborer dans le domaine du renforcement des capacités dans la sous région.

Yaoundé : Au cours de la première semaine du mois de mai le directeur exécutif a effectué une visite de travail à Yaoundé. L'objectif de la visite était de faire la synthèse rationnelle des retours de l'information rassemblés des sessions précédentes à l'UCAC et deuxièmement de voir comment mieux organiser la prochaine session d'août/septembre. La discussion avec le président de MC2 a porté sur une visite d'échange. A Douala le directeur exécutif du MAIN a rencontré le directeur général de COOPENIF/STÉ et a été informé des difficultés que traverse l'institution.



20 BP 1359 Abidjan 20
Côte d'Ivoire
Tel/Fax: +225 22 441082
Email: mainafrica@aviso.ci

P.O.Box 278
Addis Ababa
Ethiopia

Tel: +251 11 6478071/2/3
Email: sefade@ethionet.et

<http://www.mfiain.org>

Calendrier des événements

Comme d'habitude chaque été, se tient le programme de renforcement de capacité du MAIN en partenariat avec les universités (UMU et UCAC).

UMU (Uganda Martyrs University) : la prochaine session pour les membres anglophones aura lieu du vendredi 9 juillet au vendredi 24 juillet. Pour vous inscrire, veuillez contacter

Selome : sefade@ethionet.et avec copie à Sylvia Zawede : micro@umu.ac.ug

UCAC (Université Catholique d'Afrique Centrale) : la prochaine session pour les membres francophones aura lieu du lundi 16 août avec une visite de terrain sur l'écotourisme et la microfinance le dimanche 15 août. Les cours prendront fin le samedi 4 septembre. Pour vous inscrire veuillez contacter Selome : sefade@ethionet.et avec copie à Jean Robert Kala :

jrkala@gmail.com

Pour d'autres programmes contactez : Mohamed Attanda : mainafrica@aviso.ci avec copie à Selome : sefade@ethionet.et